L’UE annonce qu’elle prendra des mesures appropriées contre le Burundi

RFI, 09-12-2015 Droits de l'homme au Burundi : Bujumbura n'a pas convaincu l'UE A lâ€™issue dâ€™une journÃ©e de consultations entre le Burundi et l'Union europÃ©enne Ã Bruxelles, mardi, lâ€™Europe ne trouve pas suffisantes les propositions de Bujumbura pour remÃ©dier aux violations des droits de lâ€™homme dans le pays. Lâ€™UE annonce quâ€™el prendra des mesures appropriÃ©es. Le communiquÃ© de lâ€™Union europÃ©enne est tombÃ© vers 21h30 mardi soir, soit pl six heures aprÃ¨sÂ le dÃ©but des discussionsÂ qui se sont dÃ©roulÃ©es Ã huis clos.

Verdict : les positions Â«Â exprimÃ©es par Bujumbura ne permettent pasÂ Â», estime la l'UE, Â«Â de remÃ©dier aux manquements essentiels de son partenariatÂ Â» avec le Burundi. Autrement dit,Â Bujumbura nâ€™a pas convaincuÂ de sa volontÃ© de remÃ©dier aux violations des droits de lâ€™homme et des principes dÃ©mocratiques dont elle est accusÃ©e. Ni mÃªme de sa volontÃ© de sâ€™engager rapidement sur la voie dâ€™un dialogue Â«Â sincÃ¨re et inclusifÂ Â» rÃ©clamÃ© pa unies et lâ€™Union africaine. Des sanctions Ã venir Cette dÃ©cision ouvre la voie Ã des sanctions, des Â«Â mesures appropriÃ©esÂ Â», Ã©crit Bruxelles, pouvant aller jusqu'Ã une rupture de sa coopÃ©ration. Mais Ã ce stade, la nature exacte ces sanctions nâ€™est pas prÃ©cisÃ©e. Â«Â Tout dÃ©pendra de lâ€™Ã©valuation qui est faite des Ã©lÃ©ments fournis aujo BujumburaÂ Â» , explique un diplomate europÃ©en. Une fois dÃ©finies, ces sanctions devront ensuite Ãªtre approuvÃ©es par le Conseil de lâ€™Union europÃ©enne, probablement pas avant dÃ©but janvier. Cela fait des mois que Bruxelles continue de faire monter la pression dans l'espoir de contraindre Bujumbura au dialogue. En vain pour le moment. Dans un communiquÃ©, diffusÃ© peu aprÃ¨s, le gouvernement burundais sâ€™est lui dit Â«Â satisfait de la rÃ©unionÂ Â» parce quâ€™ permis selon lui de Â«Â relancer le dialogue entre lui et lâ€™Union europÃ©enneÂ Â». Â«Â Il est Ã noter quâ€™aucune sanc prononcÃ©eÂ Â», se fÃ©licite le gouvernement tout en regrettant que lâ€™Union europÃ©enne dans sa dÃ©cision ait Â«Â fait propositions exprimÃ©es par le gouvernement. Bujumbura promet toutefois de continuer Ã honorer ses engagements pris Â«Â en matiÃ¨re dâ€™enquÃªtes judiciaires et de conduite de processus nationaux de dialogueÂ Â». Bujumbura toujours plus isolÃ© La dÃ©gradation des relations entre l'UE et Bujumbura ne date pas d'hier. Mais jamais au cours de cette crise Bruxelles n'avait Ã©tÃ© si catÃ©gorique sur le manque de bonne volontÃ© de Bujumbura. AprÃ¨sÂ les sanctions amÃ©ricaines contre des responsables burundais, aprÃ¨sÂ la dÃ©cision de la CIRGL, l'organisation sous-rÃ©gionale des Grands Lacs de retirer provisoirement son siÃ¨ge de la capitale burundaise, c'est donc une Ã©tape de plus dans l'isolement de Bujumbura sur la scÃ¨ne internationale. Une dÃ©cision qui pour autant ne surprend pas grand monde. Â«Â On ne peut pas dire que Bujumbura ait multipliÃ© les signaux positifs ces derniers tempsÂ Â», confie un diplomate, en rÃ©fÃ©rence aux nouveaux mandats d'arrÃªt et gels de comptes rendus publics en dÃ©but de semaine et qui visent des journalistes ou des personnalitÃ©s de la sociÃ©tÃ© civile. MÃªme au pied du pied, le Burundi reste donc inflexible en continuant de clamer haut et fort sa bonne volontÃ© et de minimiser l'ampleur non seulement de la crise, mais aussi du bras de fer qui l'oppose Ã Bruxelles. Avec notre envoyÃ©e spÃ©ciale Ã Bruxelles,Â Florence Morice